



RAPPORT ANNUEL 2011-2012



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

Couverture : Les femmes sur la place Tahrir, au Caire, ont fait partie des personnes qui ont tiré en avant les révoltes du Printemps arabe avec leurs appels à la justice économique et politique.

Rapport annuel d'ONU Femmes 2011-2012

Avant-propos	2
Un monde équilibré nécessite l'égalité des sexes	4
Normes nécessaires à l'avancement	6
Domaines d'intervention prioritaires	
<i>Leaders du changement</i>	8
<i>Vers des perspectives économiques</i>	10
<i>À l'abri de la violence</i>	12
<i>Essentielles à la paix</i>	14
<i>Plans en faveur de l'égalité</i>	16
<i>Partenariats en faveur de l'autonomisation</i>	18
Fonds d'affectation spéciale	
<i>Le Fonds des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes</i>	20
<i>Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes</i>	22
État des recettes et des dépenses	24



Au Maroc, pour célébrer la Journée internationale des femmes, la Directrice exécutive Michelle Bachelet a rencontré des femmes rurales qui militaient pour faire reconnaître leurs droits à l'héritage et à la propriété.

AVANT-PROPOS

Le bilan du premier anniversaire d'ONU Femmes au début de 2012 a été extrêmement positif.

L'année a été marquée par des progrès rapides, mais également des défis, inhérents tant à la création d'une nouvelle organisation qu'à un monde en profonde mutation. ONU Femmes s'est montrée à la hauteur de ces exigences, obtenant des résultats conformes à notre Plan stratégique. Comme cela est expliqué en détails dans ce rapport annuel, nous avons développé des programmes de pays, appuyé l'évolution de normes internationales en matière d'égalité des sexes, et défendu l'autonomisation des femmes à l'échelle du système des Nations Unies.

Deux événements ont dominé les débats mondiaux en 2011 : le mouvement en faveur de la démocratie, qui a soulevé le monde arabe, et les crises économiques et financières persistantes. Lors du Printemps arabe, les femmes ont appelé de leurs vœux la démocratie et la justice, mais elles ont dû faire face à la menace de l'érosion de leurs droits. L'instabilité économique ambiante a continué de réduire les perspectives d'emploi des femmes. Elle a aussi permis de prendre conscience que la participation des femmes au marché de l'emploi relance la croissance économique et est indispensable à une reprise plus rapide et plus équitable.

Une période de transformations

Les bouleversements politiques, sociaux et économiques de l'année écoulée ont mis en lumière la nécessité de faire participer les femmes et de réaliser l'égalité des sexes.

En 2011, notre appui a permis à un nombre record de femmes de se rendre aux urnes en Égypte, d'accroître la présence des femmes dans le monde politique, et de renforcer leurs voix dans les affaires municipales. À l'échelle mondiale, l'Assemblée générale de l'ONU a accepté l'idée que les États Membres devaient prendre des mesures concrètes pour améliorer la participation politique des femmes et en faire rapport.

Plus d'un millier de femmes de la région du Pakistan ont obtenu un emploi décent grâce à un programme appuyé par ONU Femmes, et les entreprises ont commencé à prendre conscience de leur valeur en tant qu'employées. En Amérique centrale, plus de 130 entreprises de microfinancement se sont mises à adapter leurs services aux femmes autochtones et rurales.

Au cours de 2012 et au-delà, les priorités d'ONU Femmes seront de promouvoir des avancées rapides dans la participation politique et l'autonomisation économique des femmes, appuyées par nos orientations thématiques en matière d'élimination de la violence à l'égard des femmes, d'élargissement de leur rôle dans le rétablissement de la paix et de la sécurité, et de prééminence de l'égalité des sexes dans les plans et budgets publics. Dans l'ensemble, nous entendons protéger et promouvoir les victoires durablement acquises en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Les partenariats accélèrent les progrès

Aucune entité ne parviendra seule à l'égalité des sexes. Des progrès réels nécessitent une mobilisation, avec des hommes et des femmes, des gouvernements et des entreprises, la société civile et l'ONU qui travaillent de concert. Lors de sa première année d'existence, ONU Femmes a mis l'accent sur la création et le renforcement de partenariats stratégiques pour obtenir des résultats. En Égypte, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission électorale de la haute autorité judiciaire et le Centre égyptien des droits des femmes ont déployé des efforts conjoints. Au Pakistan, ONU Femmes a collaboré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et des entreprises chefs de file du secteur privé.

Au cours de 2011, ONU Femmes a participé à 106 programmes conjoints des pays de l'ONU dans le monde et signé 30 accords de partenariats mondiaux avec d'autres organismes de l'ONU. ONU Femmes, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont lancé une initiative conjointe en vue de l'autonomisation économique des femmes et des filles rurales. L'année 2012 a marqué le début du plan d'action sur l'égalité des sexes à l'échelle du système des Nations Unies, dirigé par ONU Femmes.

Les nouveaux partenariats mondiaux comprennent l'initiative Evidence and Data for Gender Equality (EDGE), par laquelle ONU Femmes et la Division des statistiques

de l'ONU collaborent avec la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour combler les lacunes en matière de statistiques sur le genre. À partir de 2012, ONU Femmes et l'Union européenne mettront l'accent sur le renforcement de la participation des femmes aux prises de décision dans les domaines économique, politique et judiciaire, et sur la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre.

Les fondements de notre action

Lors de sa première année d'existence, ONU Femmes a mis en place une nouvelle structure de gestion, unifiant quatre entités onusiennes. Une évaluation des capacités sur le terrain a guidé le processus de renforcement des 33 bureaux de pays. Notre base de donateurs s'est élargie, avec les contributions de 116 gouvernements en 2011, ce qui a porté le financement à 227 millions de dollars. Cet appui généreux à une période économique délicate est très apprécié. Nous espérons toutefois être en mesure d'élargir notre base de financement pour répondre aux demandes de nos services dans le monde.

Nous pouvons nous réjouir de nos réalisations. Mais nous n'avons pas le droit de nous reposer sur nos lauriers. Notre avenir mondial collectif repose sur un développement équitable et durable. Il est temps, à cette fin, d'ouvrir les portes aux femmes.

Le progrès des femmes dans le monde 2011-2012 : En quête de justice



La justice reste hors de portée de millions de femmes dans le monde. La conclusion du rapport mondial historique d'ONU Femmes de 2011, *Le progrès des femmes dans le monde : En quête de justice*, a jeté un pavé dans la marre. Ce rapport, qui a suscité des débats sur les droits des femmes dans la Constitution égyptienne, la fourniture de services aux rescapées de la violence basée sur le genre dans les territoires palestiniens occupés et des mesures de protection des droits des femmes autochtones en Équateur, a fait les gorges chaudes des médias mondiaux.

Le rapport a mis en lumière les percées des femmes dans les systèmes juridiques, telles que la promulgation de constitutions dans 139 pays et territoires qui garantissent maintenant l'égalité des sexes. Il a également montré avec force détails

que de nombreuses femmes n'ont pas accès à la justice, que 603 millions de femmes vivent toujours dans des pays où la violence conjugale n'est pas un crime et que 2,6 milliards de femmes ne disposent d'aucune protection juridique pénale contre le viol conjugal. Plus de la moitié des femmes qui travaillent ont des emplois précaires, sous-payés, non réglementés. Dans la grande majorité des pays, les femmes représentent bien moins que 30 pour cent des législateurs parlementaires.

Si des activités de plaidoyer et des affaires juridiques célèbres ont accéléré la cadence de la réforme juridique, le rapport montre que même les bonnes lois ne sont pas toujours suffisamment appliquées. La stigmatisation sociale et les frais encourus sont autant d'autres obstacles à la justice. Le rapport a proposé un ensemble de solutions concrètes, comme la création de tribunaux spéciaux, l'augmentation de femmes agents de police et la fourniture de services d'aide juridique.



Dans le monde, les femmes lancent des appels énergiques à un développement qui défend les droits de toutes et tous et donne des chances à chaque personne.

UN MONDE ÉQUILIBRÉ NÉCESSITE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Les femmes dans toute leur diversité sont une force dynamique. Lorsqu'elles jouiront pleinement de leurs droits et réaliseront leur potentiel sur un pied d'égalité avec les hommes, elles pourront mieux influencer les décisions et contribuer à un développement plus juste, plus équitable et durable.

Un monde équilibré nécessite l'égalité des sexes.

Ces dernières années ont été marquées par une remise en question d'un développement qui semble non viable et déséquilibré, engendrant notamment une période d'instabilité économique prolongée et des progrès humains inégaux. Comme les protestations dans le monde arabe l'ont illustré, beaucoup de personnes n'ont toujours pas la possibilité de parvenir au bien-être qu'apporteraient un emploi décent et valorisant, l'accès équitable à des ressources économiques et des mesures de protection sociale permettant de réduire la pauvreté.

Dans l'ensemble, la croissance économique mondiale a été impressionnante au cours des 20 dernières années, enregistrant une augmentation de 75 pour cent. Mais tout le monde n'en a pas bénéficié. Plus d'une personne sur quatre vit dans des conditions de pauvreté extrême, nombre d'entre elles dans des pays à revenu intermédiaire. Deux tiers des ressources naturelles vitales pour la survie de l'humanité sont en train de diminuer. D'ici à 2030, le monde aura besoin de 50 pour cent de nourriture en plus, 45 pour cent d'énergie en plus et 30 pour cent d'eau en plus, alors que déjà des millions de personnes ne parviennent pas actuellement à satisfaire ces besoins élémentaires. Les changements climatiques font peser une menace sans précédent.

Poursuivre dans cette direction ne nous permettra pas de façonner l'avenir que nous désirons. Il y a de grandes chances pour que cela renforce la fragmentation et les inégalités sociales.

Il est impératif de procéder à des changements en profondeur sur la voie d'un nouveau modèle de développement centré sur l'être humain. Cela permettrait d'exploiter pleinement l'énorme potentiel de la moitié de la population mondiale : les femmes.

Libérer le potentiel des femmes

La discrimination sexuelle nuit à tous. Environ un milliard de femmes ne sont pas en mesure d'apporter la contribution économique qu'elles pourraient apporter en raison des obstacles qu'elles rencontrent en matière de prise de décision, de services financiers, d'éducation, de formation et sur le marché du travail notamment.

En revanche, les pays les plus égalitaires sont plus compétitifs et se développent plus rapidement. En 2012, la Banque mondiale a conclu que l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes en matière d'emploi pouvait augmenter la productivité de 40 pour cent maximum par employé.

La FAO a estimé que si l'on donne aux exploitantes rurales le même accès aux engrais, aux semences, aux outils et à d'autres formes d'appui qu'aux hommes, cela augmenterait suffisamment la production agricole pour nourrir 100 à 150 millions de personnes affamées. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'Europe connaîtra une pénurie de travailleurs de 24 millions de personnes d'ici à 2040 si la participation des femmes se maintient à son niveau actuel. Si leur taux atteint celui

des hommes, la pénurie ne s'élèvera qu'à 3 millions de personnes.

Consensus croissant

Les défenseurs des droits des femmes et les mouvements sociaux n'ont pas cessé d'appeler l'attention sur la nécessité de remanier les politiques économiques en mettant l'accent sur la réduction de la discrimination sexuelle, ce qui appuie plus avant les engagements en faveur des droits fondamentaux des femmes. Certains gouvernements et la communauté internationale ont commencé à prendre des mesures dans ce sens.

L'Amérique latine notamment s'est développée pendant la crise économique mondiale, tout en enregistrant des progrès importants en matière de réduction du chômage et de la pauvreté. Pour la première fois depuis des décennies, malgré certaines difficultés, les gains en matière de développement, ont été répartis beaucoup plus équitablement, notamment parmi les femmes. Cela est lié notamment aux investissements constants dans des programmes de protection sociale, qui ont aidé 100 millions parmi les personnes les plus pauvres de la région, ce qui ne représente que 0,25 pour cent du Produit intérieur brut.

Ces programmes ont été particulièrement fructueux car ils mettent souvent l'accent sur le transfert des fonds aux femmes. Tout porte à croire que, par rapport aux hommes, les femmes sont plus enclines à dépenser leur argent pour le bien-être de leur famille, faisant baisser les taux de sous-alimentation, d'analphabétisme et de mortalité tout en contribuant à la croissance économique.

Des mesures telles que celles-ci font de plus en plus partie intégrante du débat mondial. En 2012, grâce au G-20, les économies les plus puissantes du monde se sont engagées à prendre des mesures pour surmonter les obstacles à la participation économique des femmes et leur donner plus de chances. À l'ONU, le Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial a publié un rapport indiquant que notre avenir n'est pas constitué uniquement de marchés, mais aussi d'hommes et de femmes qui les influencent et sont affectés par eux. Nous devons tenir compte de la manière dont la croissance est générée, de la direction qu'elle prend, et savoir quels sont ses effets sur les femmes, les hommes, les familles et l'environnement.

L'avenir que nous voulons

L'année 2012 a été marquée par un événement historique : le rassemblement de 40 000 personnes issues des gouvernements, du monde des entreprises, des groupes de la société civile et d'autres parties prenantes à Rio+20, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Dans un accord intitulé « L'Avenir que nous voulons », les gouvernements ont approuvé un cadre d'actions intégré dans le cadre des trois piliers du développement durable : la croissance économique, l'égalité sociale et un environnement viable. L'égalité des sexes a été considérée comme faisant partie intégrante de tous les aspects. Pendant la conférence, les entités publiques et privées se sont engagées à verser plus de 513 milliards de dollars à l'appui des mesures de développement durable.

Elles ont également convenu de la nécessité d'élaborer un ensemble d'objectifs en faveur du développement durable pour guider les aspirations internationales une fois parvenus à la date butoir de 2015 dans le cadre des objectifs mondiaux du Millénaire pour le développement. Dans le cadre d'un accord de l'Assemblée générale, le travail a déjà commencé pour définir les principes et priorités du programme d'après 2015.

Étant donné que le rôle des femmes sera fondamental, ONU Femmes continuera de considérer l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes comme les pierres angulaires de toutes les solutions et réussites. Comme cela a été illustré par les réalisations décrites dans le rapport suivant, les femmes peuvent et font progresser la croissance et l'inclusion sociale. Grâce à leur leadership et à leur participation pleine et entière, la viabilité et la justice sont à portée de main.



Sylvie Constantgelles défriche des terres pour planter des petits pois en Haïti. Les contributions économiques gigantesques, bien que passées sous silence, de femmes comme elles figuraient en tête du programme de 2012 de la Commission des Nations Unies de la condition de la femme.

NORMES NÉCESSAIRES À L'AVANCEMENT

Les règles et normes relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes forgées par un consensus international guident toutes les actions d'ONU Femmes. Figurent parmi les réalisations les plus importantes la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et le Programme d'action de Beijing de 1995.

ONU Femmes joue également un rôle de chef de file à l'appui de l'évolution continue des normes convenues à l'échelle internationale. Dans les instances et aux conférences mondiales de l'ONU, elle aide les gouvernements et les militantes des droits des femmes à établir des programmes. Dans tous les domaines, elle défend l'égalité des sexes comme l'une des pierres de touche des progrès du développement humain, des droits fondamentaux et de la paix et de la sécurité.

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies

Chaque année, ONU Femmes appuie les travaux de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, seul organe intergouvernemental de l'ONU qui se consacre spécifiquement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Plusieurs milliers de représentants gouvernementaux et de militants non gouvernementaux se sont réunis à la Commission pour examiner les progrès accomplis et convenir de l'action à mener.

En 2012, le thème principal de discussion a été l'autonomisation des femmes rurales et le rôle qu'elles peuvent jouer pour éliminer la pauvreté et la faim et stimuler le développement. Étant donné qu'elles représentent un quart de la population mondiale, les femmes et les filles rurales jouent des rôles clés dans les économies agricoles, mais leurs contributions ont dans une large mesure été négligées. La Commission a partagé les expériences et les bonnes pratiques des pays et débattu d'un grand nombre de mesures nécessaires pour venir à bout de la discrimination et autonomiser ce groupe de femmes.

Les résolutions adoptées à la Commission apportent des orientations importantes en ce qui concerne le programme d'égalité des sexes et les débats de l'ONU sur les questions connexes. Une résolution de 2012 sur l'autonomisation des femmes pendant les catastrophes naturelles a demandé aux gouvernements et aux autres parties prenantes de veiller à ce que les femmes aient un accès égal aux prises de décision relatives à la réduction des risques de catastrophes et aux interventions en la matière, et de renforcer les capacités d'intervention des femmes. Une résolution sur les femmes autochtones a exhorté les États Membres à renforcer leurs droits et demandé à ONU Femmes de promouvoir leur autonomisation. Une autre résolution a recommandé des mesures pour éliminer la mortalité et la morbidité infantiles.

Participation politique

Pendant la 66e session de l'Assemblée générale de 2011, ONU Femmes a encouragé les chefs d'État et de gouvernement et d'autres personnalités politiques à signer une déclaration conjointe affirmant que la participation politique des femmes est fondamentale pour la démocratie. Les signataires comprenaient la Présidente du

Brésil Dilma Rousseff, le Premier Ministre de Trinidad-et-Tobago Kamla Persad-Bissessar, la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Catherine Ashton. L'Assemblée générale de l'ONU a ensuite adopté une résolution visant à accélérer les progrès vers la participation politique des femmes.

Efficacité de l'aide

Les conférences mondiales qui ont considérablement amélioré les normes en matière d'égalité des sexes en 2011 ont inclus le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan, en Corée. Convoquant plus de 3 000 délégués venus de près de 160 pays, le forum a conclu l'Accord de coopération dans le cadre d'un partenariat pour un développement efficace de Busan, qui a marqué un tournant dans la coopération internationale pour le développement. ONU Femmes a joué un rôle de plaidoyer pour l'égalité des sexes avant et pendant la réunion. L'accord final a officiellement reconnu que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes faisaient partie intégrante des progrès vers le développement, et des conditions préalables à une croissance durable et inclusive. Les signataires se sont engagés à prendre des mesures telles que l'affectation de dépenses publiques aux femmes, la pleine utilisation de données ventilées par sexe pour aider à prendre des décisions politiques et l'inclusion de perspectives en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous les efforts de développement et de consolidation de la paix.

Les pays les moins avancés

L'égalité des sexes a eu une place prépondérante dans la Déclaration d'Istanbul et le Programme d'actions 2011-2020 publiés à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Pour certaines des femmes les plus pauvres du monde, ONU Femmes a défendu l'importance fondamentale de l'autonomisation économique. Le Programme d'action souligne que l'égalité des sexes fait partie de ses domaines d'action prioritaires, et s'est engagé à ce que les femmes et les filles bénéficient d'un accès égal à l'éducation, aux services de base, aux mêmes chances sur le plan économique et à la prise de décision.

Les changements climatiques

À la Conférence des Nations Unies de 2011 sur les changements climatiques, la deuxième plus grande réunion de l'histoire, les délégués sont convenus de 11 engagements sans précédent en faveur de l'égalité des sexes dans les textes issus de la Conférence de Durban. Avec l'appui d'ONU Femmes, les défenseurs sont parvenus à faire admettre les liens existants entre l'égalité des sexes et les domaines cruciaux du financement de la lutte contre les changements climatiques, des technologies et de l'adaptation. Ces textes ont porté création d'un Fonds vert pour le climat, qui est le premier mécanisme de financement de la lutte contre les changements climatiques doté dès le départ d'une dimension genre, notamment dans ses objectifs et ses principes directeurs, ses modes de fonctionnement, et visant à l'équilibre entre les sexes au sein de sa commission et de son secrétariat. Le Fonds doit gérer plus de 100 milliards de dollars américains que les pays développés se sont engagés à verser annuellement d'ici à 2020.

Tournés vers l'avenir

Pendant la première moitié de 2012, ONU Femmes a fourni des éléments de preuve et des données attestant de l'importance cruciale de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pendant les préparatifs de Rio+20, la Conférence sur le développement durable. Les gouvernements ont ensuite affirmé que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes occupaient une place centrale dans l'ensemble des textes issus de la Conférence tandis que les femmes chefs d'État et de gouvernement ont lancé un appel à l'action en faisant des recommandations politiques concrètes pour aller de l'avant. ONU Femmes continuera de jouer un rôle de leader s'agissant d'exhorter les gouvernements, la société civile et le secteur privé à défendre les engagements en faveur des femmes dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, l'agriculture, l'alimentation et la nutrition, l'eau, l'énergie, la santé, l'emploi et l'éducation.

ONU Femmes conserve une présence active dans les délibérations en cours sur les programmes mondiaux après la date butoir de 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement. Conformément à son mandat, l'entité met sans cesse l'accent sur l'alignement des normes relatives à l'égalité des sexes et les efforts de développement sur le terrain. Cela accélère les progrès vers l'égalité – et apporte les améliorations les plus durables dans la vie des femmes.



La campagne égyptienne massive de sensibilisation des électeurs diffusée à la télévision et à la radio a contribué à augmenter le nombre de femmes qui exercent leur droit de vote.

LEADERS DU CHANGEMENT

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

La pleine inclusion des femmes à des postes de leadership politique et autres élargit la portée de la démocratie et de la justice et est une question de droits de l'homme. Dans l'ensemble, le nombre de femmes dirigeantes est néanmoins bien plus bas que celui des hommes. ONU Femmes aide à combler cet écart en appuyant des lois qui atténuent les obstacles liés au genre, des élections qui ouvrent les portes aux candidates et aux électrices et des réformes qui mettent les femmes aux avant postes de la fourniture des services publics. Les femmes ont le droit de participer à tous les niveaux de leurs sociétés et elles ont obtenu des succès impressionnants en tant que leaders de changements progressistes.

2011 a été une année où le leadership des femmes a été particulièrement manifeste dans le monde. Des femmes ont tiré en avant les révoltes du Printemps arabe, appelant à la justice politique et économique. Le Brésil, le Danemark et la Thaïlande ont grossi les rangs des pays qui ont élu des femmes à la tête de leurs gouvernements.

États arabes Des annonces de service public ont été faites sur les télévisions égyptiennes pendant les élections parlementaires à la fin de 2011 et au début de 2012. Des photos d'hommes et de femmes de tous les milieux entouraient un point d'interrogation, symbole de la question lancinante qui trottait dans l'esprit de tous les Égyptiens : « Où va le pays ? ». Ces annonces exhortaient les téléspectateurs à se souvenir que la réponse était en eux. Voter est une manière de décider, un droit et une responsabilité tant pour les hommes que pour les femmes. Sur les stations de radio, des jingles accrocheurs avec un jeu de mots sur le terme couramment employé en arabe « voix/vote » ont exhorté les femmes à se rendre aux urnes pour que l'Égypte puisse se lever.

Les annonces et les jingles ont fait partie d'un effort conjoint mené par ONU Femmes et le PNUD, en coopération avec la Commission électorale de la haute autorité judiciaire pour faire participer un nombre massif d'électorales à la politique d'après la révolution. Dans le cadre d'une initiative complémentaire avec le Centre égyptien des droits des femmes, ONU Femmes a également aidé à mettre au point un jeu éducatif à trois dimensions sur les élections. Distribué par une centaine d'organisations de la société civile, ce jeu a touché 30 000 personnes et a été diffusé lors d'une émission familiale populaire.

Suite à une participation record aux élections, avec une augmentation des femmes électrices de 40 à 46 pour cent, ONU Femmes a continué de travailler avec le Gouvernement en 2012 pour veiller à ce que 2 millions de femmes supplémentaires disposent des cartes d'identité publiques nécessaires pour se rendre aux urnes. Dans le cadre de la campagne « Votre Identité, Vos Droits », des spots publicitaires télévisés sont en cours d'élaboration pour faire comprendre que les cartes donnent aussi accès à des services publics essentiels. Environ 1 250 groupes non-gouvernementaux ont accepté d'aider les femmes à demander ces cartes à des unités mobiles.

En Afrique du Nord, alors que le Maroc s'est lancé dans des réformes constitutionnelles globales, ONU Femmes a aidé le Mouvement non gouvernemental sur la parité à jouer un rôle de chef de file en faveur de l'égalité des sexes. Ses activités de plaidoyer ont contribué à la création d'une nouvelle Constitution qui est pour les femmes l'une des plus progressives dans le monde arabe, consacrant l'égalité

des sexes dans la politique. Une nouvelle loi visant à promulguer ce principe constitutionnel double le nombre de sièges parlementaires réservés aux femmes. Tous les programmes des partis politiques aux élections nationales les plus récentes ont pris des engagements en faveur de l'égalité des sexes, tandis que le nombre de femmes parlementaires est passé de 10 à 17 pour cent.

Afrique Avec la Constitution du Kenya de 2010 qui garantit l'égalité des sexes et l'utilisation de la discrimination positive, ONU Femmes a appuyé les efforts des défenseurs des droits des femmes pour veiller à ce qu'un projet de loi sur les partis politiques renforce les droits politiques des femmes. Un audit de genre du projet de loi a été effectué, générant des recommandations appliquées par la Commission électorale indépendante intérimaire lorsque le projet est devenu loi. Parmi d'autres dispositions, la loi subordonne l'enregistrement des partis à un plafond aux deux tiers pour chaque sexe dans leurs instances dirigeantes. La nouvelle Loi sur les élections permet à la Commission de nommer des représentants à certains sièges de l'Assemblée législative afin d'empêcher que plus de deux tiers des membres soient du même sexe et impose de remplir les sièges vides avec une personne du même sexe que le représentant sortant.

Amérique latine et Caraïbes En 2011, alors que la Colombie s'apprêtait à adopter une loi sur la réforme politique, ONU Femmes a travaillé avec des groupes de femmes et le mécanisme national de défense des droits des femmes pour proposer un quota afin que les femmes représentent 30 pour cent des candidats inscrits sur les listes des partis politiques ; la loi a ensuite inclus ce quota. En Haïti, ONU Femmes a appuyé les militants des droits des femmes et les parlementaires qui sont parvenus à imposer un quota de 30 pour cent dans l'administration publique et les bureaux élus dans le cadre d'un processus de réforme constitutionnel.

Grâce à un partenariat entre ONU Femmes et le PNUD, le premier réseau régional de professionnels des médias autochtones a été fondé en Équateur. Son objectif est de promouvoir la participation politique des groupes exclus, notamment les femmes et les jeunes.

Asie et Pacifique Depuis son indépendance en 1975, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a eu que quatre

élues femmes au Parlement. En 2011, ONU Femmes a appuyé les femmes qui défendaient l'égalité des sexes et la seule femme qui était membre du Parlement alors qu'elles faisaient pression pour obtenir un amendement constitutionnel imposant l'affectation de certains sièges à des femmes. La prochaine étape consistera à promulguer une nouvelle loi en vue de l'application d'un quota de 22 sièges.

Europe et Asie centrale En Moldavie, le pourcentage de femmes conseillers de districts et maires demeure en deçà de 20 pour cent, ce qui n'est généralement pas assez pour s'assurer que les programmes politiques traduisent les préoccupations des femmes. Consciente du fait que l'union fait la force, ONU Femmes a, en partenariat avec le PNUD, encouragé les femmes fonctionnaires à s'unir pour créer le Réseau des femmes maires et conseillers locaux qui relève du Congrès des autorités locales de Moldavie, la plus grande association d'autorités publiques locales du pays.

Le réseau a d'abord mené une action visant à mieux tenir compte de la disparité entre les sexes au sein du Congrès, qui a ensuite donné à la problématique de genre dans sa charte le rang de priorité stratégique. Il a considérablement augmenté son budget 2012 pour faciliter le travail des femmes maires et conseillers, allouant des fonds pour un coordonnateur de réseau à plein temps, des réunions régulières, des activités de sensibilisation des médias et des visites d'étude afin que les femmes dirigeantes puissent apprendre les unes des autres.



Des entreprises pakistanaises ont accepté d'embaucher davantage de femmes, qui ont assis leur présence dans la plus grande industrie de fabrication de ballons de football du monde.

VERS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Le rôle économique que peuvent jouer les femmes est la clef d'une reprise plus rapide, plus profonde, plus juste et plus durable dans le contexte de la crise économique actuelle persistante. Grâce à ses programmes économiques d'autonomisation, ONU Femmes s'emploie à libérer le potentiel gigantesque des femmes. Son appui aide à éliminer les barrières discriminatoires et à ouvrir l'accès aux ressources économiques, aux emplois et aux services. Afin que ces efforts jouissent d'un vaste appui et prennent fermement racine, l'entité préconise des politiques économiques globales qui placent les femmes au cœur du développement.

En 2011, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté pour la troisième année consécutive et le chômage mondial a atteint un niveau record en trois ans. Les femmes étaient particulièrement vulnérables à ces menaces en tant que chefs de famille et détentrices des emplois les plus précaires. De plus en plus, les femmes sont considérées comme la clef du relèvement économique : le *Rapport sur le développement dans le monde 2012* de la Banque mondiale a expliqué en détail comment la croissance économique dépend de l'égalité des sexes.

Asie Shahida Parveen est veuve et mère de quatre enfants. Elle vit dans l'État du Punjab, au Pakistan. Après la mort de son mari, elle s'est mise à coudre des ballons de football dans sa maison. Mais elle avait des difficultés à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Puis, la chance a commencé à tourner. Grâce à un programme d'ONU Femmes à l'intention des personnes travaillant à partir de chez elle, elle a suivi une formation et trouvé un emploi à l'usine Forward Sports. Non seulement elle dispose maintenant d'un revenu décent, mais elle jouit également de la sécurité sociale et d'une assurance médicale, sans parler de la satisfaction de subvenir aux besoins de sa famille.

Le programme qui a aidé Shahida émane d'un partenariat entre l'OIT et ONU Femmes, qui encourage les entreprises chefs de file du Punjab à élargir les solutions en matière d'emploi pour les femmes. Les entreprises ont accepté de recruter des femmes de manière proactive et procédé à des réformes telles que l'installation de toilettes séparées pour les hommes et les femmes, et un salaire égal pour un travail égal. Plus de 1 000 femmes qui n'avaient pas d'emploi ou tentaient de gagner leur vie en travaillant de chez elles ont maintenant des emplois. Tout aussi important, les entreprises ont commencé à comprendre que les femmes avaient des capacités précieuses.

ONU Femmes a attiré l'attention sur les droits des femmes migrantes dans la République démocratique populaire lao : elles représentent 70 pour cent de tous les travailleurs migrants. En 2011, après des activités de plaidoyer soutenues, le Gouvernement a créé un comité dont le but était de régler les problèmes de protection, d'emploi et autres alors que le Ministère du travail et du bien-être social faisait de la migration économique des femmes une composante de la formation de base des fonctionnaires. Au Népal, ONU Femmes a lancé un programme de réinsertion économique à l'intention des migrantes. Le programme les aide à investir l'argent qu'elles ont gagné à l'étranger pour lancer des entreprises viables dans leur pays. Nombre de ces femmes ont organisé des groupes d'alertes au niveau des villages qui aident les femmes à lutter contre les fraudes dans les emplois à l'étranger ; ils diffusent aussi des informations sur les migrations forcées. Des ressources nationales ont été affectées à l'élargissement de ce programme.

Afrique ONU Femmes a aidé les femmes des communautés locales du Rwanda à adhérer aux coopératives agricoles. Désormais, comme les hommes, elles peuvent avoir accès à des prêts et à des ressources agricoles, notamment des engrais pour améliorer la productivité de la ferme. Les rendements de certaines petites fermes ont depuis lors été multipliés par trois. Pour veiller à ce que les coopératives répondent pleinement aux besoins de leurs adhérentes, ONU Femmes a dispensé une formation sur l'égalité des sexes aux dirigeantes des coopératives et aux autorités de districts. Cela a débouché sur une campagne pour faire adhérer plus de femmes et des mesures en faveur d'un meilleur équilibre entre les sexes. Une nouvelle disposition imposant aux couples mariés de cosigner les coupons pour l'engrais a mis fin à une pratique à laquelle les hommes avaient fréquemment recours qui consistait à vendre des engrais au lieu de les utiliser pour leurs cultures. Le fait de contrôler que les emprunts sont cosignés par les couples a permis d'obtenir des taux de remboursement bien plus élevés.

Au niveau national, ONU Femmes a apporté son appui aux groupes de la société civile qui analysaient en quoi les dépenses agricoles révélaient une perspective de genre. Les informations recueillies ont permis de mener des activités de plaidoyer qui ont à leur tour permis au budget agricole du Rwanda d'augmenter de 26,3 pour cent de 2009 à 2011. ONU Femmes continue de travailler avec les groupes pour s'assurer que les dépenses des nouveaux fonds prennent en compte les spécificités de genre.

ONU Femmes a rejoint la FAO pour demander de mettre l'accent sur les priorités des femmes dans le Plan d'investissement agricole national le plus récent de la Côte d'Ivoire. Les initiatives pour mettre en œuvre ce plan comprennent celle de la région d'Indénié-Djuablin, où les femmes représentent la moitié des membres du comité de direction chargé du programme et qui prévoit de leur attribuer un lot de terre particulier.

Au Zimbabwe, le long d'une des zones les plus pauvres de la rivière Zambezi, un nouvel équipement et une nouvelle formation offerts par ONU Femmes a aidé les femmes de l'ethnie Tonga à s'imposer dans l'industrie de la pêche, majoritairement masculine. Au lieu de vendre du poisson acheté sur les bateaux des hommes, elles écoulent maintenant

leurs propres stocks. Les ventes ont doublé et les femmes organisent des collectifs, étendant leur présence commerciale à des villes plus grandes et participant à des fonds renouvelables qui proposent des petits prêts.

Amérique latine et Caraïbes Après qu'ONU Femmes ait travaillé avec la Banque centraméricaine d'intégration économique pour aider à développer une stratégie en faveur de l'égalité des sexes, elle a créé l'Observatoire centraméricain sur le genre et les entreprises en 2011. L'observatoire guidera plus de 130 institutions de micro-financement dans la région pour qu'elles adaptent leurs services bancaires aux femmes autochtones et rurales.

Grâce au réseau des centres fournissant des services aux femmes entrepreneurs du Guatemala, en 2011, plus de 12 000 femmes ont eu accès au financement, à une formation et à des nouvelles technologies — sans oublier des encouragements.

À Grenade, la Banque mondiale a accepté en 2011 de financer des filets de sécurité sociale plus solides grâce à un système de transferts d'argent liquide aux foyers pauvres, notamment ceux dirigés par des femmes. L'accord pour le programme, financé par un prêt à intérêt zéro, s'est appuyé directement sur la recherche entreprise par ONU Femmes en partenariat avec l'UNICEF et la Banque mondiale.

Europe et Asie centrale Au Tadjikistan, ONU Femmes a appuyé des groupes de surveillance de femmes pilotes au sein des communautés rurales qui permettent aux femmes vulnérables de recevoir des prestations sociales, des indemnités d'invalidité et de bénéficier de droits fonciers. Les groupes n'aident pas seulement les femmes à avoir accès aux services publics, ils leur servent aussi de tribunes qui leur permettent de faire savoir comment ces groupes répondent à leurs besoins. Le modèle a tellement bien fonctionné que les gouvernements locaux ont commencé à créer des groupes semblables dans d'autres domaines.



Des femmes équatoriennes ont écrit 10 000 lettres sur la fin de la violence, dont certains récits terrifiants. Leurs récits ont suscité un large débat public.

À L'ABRI DE LA VIOLENCE

DOMAINES
D'INTERVENTION
PRIORITAIRES

Dans le monde, les taux de violence à l'encontre des femmes et des filles continuent d'être extraordinairement élevés. Cette violation systématique des droits de l'homme touche tous les pays et toutes les communautés. Reconnaisant que grâce à une action concertée, le changement est possible, ONU Femmes joue un rôle de chef de file dans les efforts mondiaux pour mettre fin à toutes les formes de violence, notamment par le biais d'un programme d'action constitué de 16 mesures. Ce programme s'adresse à chaque pays individuellement pour les aider à promulguer des lois fortes, à mettre fin à l'impunité en cas de violations, à fournir des services aux rescapées et à prévenir la violence. Il se fixe un nouvel objectif ambitieux : l'accès universel à des services cruciaux pour toutes les rescapées de la violence.

Les progrès continus enregistrés pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles en 2011 ont été manifestes au Conseil de l'Europe. Le Conseil a pris une décision historique en promulguant la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, qui a été signée immédiatement par 18 pays. La Turquie a montré l'exemple en ratifiant la convention également, un pas en avant vers son intégration dans une loi nationale.

Amérique latine et Caraïbes Tout a commencé par un appel à présenter des lettres dans la capitale de l'Équateur, Quito. Une campagne novatrice, lancée à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes en 2011, a invité les hommes et les femmes de tout le pays à partager leurs témoignages sur la violence dans leurs vies et a recommandé des manières d'avancer vers un monde plus sûr. En l'espace de trois mois, près de 10 000 lettres ont été reçues, électroniquement et par voie postale, dans les bureaux gouvernementaux, les hôpitaux, les marchés et les universités. Près de la moitié des personnes ont évoqué la violence conjugale ou toute autre forme de violence. Certaines ont même raconté des récits odieux de « punitions par le viol » pour « corriger » l'homosexualité.

La campagne, appuyée par ONU Femmes en partenariat avec la municipalité de Quito et l'agence allemande de coopération au développement, a déclenché un débat public de large portée, les médias touchant plus de 5 millions de personnes. Des lettres ont été lues à la télévision aux heures de grande écoute et les radiodiffuseurs ont donné plus de 2 millions de dollars de temps d'antenne pour diffuser les messages de la campagne. Le grand retentissement d'une question trop longtemps laissée dans l'ombre a convaincu un groupe d'avocat·es féministes d'accepter une affaire de harcèlement à titre bénévole contre un juge important.

La municipalité de Quito participe également activement à l'initiative mondiale sur les « villes sûres ». Au cours de l'année, elle a modifié une ordonnance locale afin de renforcer les mesures de lutte contre le harcèlement sexuel dans les espaces publics. Ailleurs en Équateur, ONU Femmes a aidé les organisations de défense des peuples autochtones à introduire des procédures de criminalisation de la violence basée sur le genre dans les mécanismes judiciaires autochtones et à développer des liens avec le système judiciaire officiel pour les affaires les plus graves.

En 2011, l'Association des médiateurs des Caraïbes est convenue d'un protocole en faveur de la protection des rescapées de la violence basée sur le genre qui sera lancé dans quatre pays en 2012. Ce protocole renforce la coopération entre les médiateurs, les agents de police et les services d'appui aux victimes pour élargir la protection et promouvoir la sensibilisation aux droits et besoins des rescapées.

Au Mexique, l'appui à la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones a aidé à mettre sur pied un modèle de services visant à répondre à la violence et à améliorer la santé sexuelle et reproductive. Il conjugue des activités de plaidoyer, de sensibilisation, de conseils psychosociaux et juridiques aux communautés. Le succès avéré du modèle en matière d'élargissement de l'accès des femmes aux soins de santé et à la justice a convaincu le Gouvernement d'en faire un programme national doté d'un budget spécial. Mis en œuvre grâce à un réseau de Maisons de femmes autochtones, ce modèle aide maintenant des femmes dans les 25 zones autochtones du Mexique, couvrant 871 municipalités.

États arabes Appuyé par ONU Femmes, le Cabinet palestinien a approuvé en 2011 la mise en œuvre de la première stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes de la région arabe et pris des mesures à cette fin. Il a également élaboré un règlement qui permet au Ministère des affaires sociales de réquisitionner tous les refuges pour les rescapées de la violence afin de défendre la qualité et les normes relatives aux droits de la personne. Ce règlement a été conçu sur la base des bonnes pratiques au Centre Mehwar avec l'aide d'ONU Femmes, une initiative pionnière qui propose aux femmes et aux enfants de multiples services afin de se reconstruire après la violence, demander réparation et développer des compétences pratiques pour assurer sa subsistance.

Asie et Pacifique Au Pakistan, ONU Femmes s'est unie à des femmes parlementaires et des dirigeantes politiques, ainsi qu'à des défenseurs non-gouvernementaux pour appuyer le passage d'une nouvelle législation de grande portée pour prévenir l'utilisation d'acide lors des attaques contre les femmes et mettre fin aux coutumes nuisibles. La Loi sur le code pénal (deuxième amendement) de 2011 prévoit pour la première fois des peines de prison allant de 14 ans à la prison à vie pour les attaques à l'acide, qui n'étaient pas considérées comme un crime il y a peu de temps. La Loi sur la prévention des pratiques préjudiciables aux femmes pénalise des traditions culturelles considérées autrefois comme acceptables, y compris les mariages forcés. Pour accroître la sensibilisation du public aux nouvelles lois et questions qui les sous-tendent, ONU Femmes a lancé une campagne de signatures mobilisant les membres des communautés, les groupes

de femmes et les utilisateurs des médias sociaux : 700 000 personnes ont signé pour mettre fin à la violence contre les femmes.

Afrique De concert avec des femmes parlementaires, la commission nationale sur le genre et des organisations de la société civile, ONU Femmes a aidé le Gouvernement du Cap-Vert à élaborer une nouvelle loi globale contre la violence basée sur le genre. Cette loi a été promulguée en 2011. Aux fins de son application, ONU Femmes a aidé à former des juges, des avocats et des agents de police, et à diffuser des informations publiques. À Praia, dans la capitale, un juge et deux procureurs travaillent désormais spécifiquement sur des affaires de violence basée sur le genre. En moyenne, le laps de temps nécessaire pour les condamnations a été porté à deux mois par rapport à cinq ans auparavant. La loi prévoit que les services élargis comprennent des refuges pour les rescapées et des programmes de traitement des délinquants.

Au niveau mondial L'initiative « Villes sûres » prévoit des partenariats de portée mondiale. ONU Femmes, l'UNICEF, ONU-Habitat et plusieurs groupes de femmes chefs de file travaillent de concert pour réduire le harcèlement sexuel et la violence dans les espaces publics. Les activités de plaidoyer centrées sur la sécurité des femmes ont contribué au passage d'une nouvelle loi en 2011 sur ces formes de violence dans l'État de Kerala, en Inde. Ailleurs en Inde, la ville de Delhi a lancé des collectifs pour la sécurité des femmes dans 25 zones à faible revenu, où les femmes travaillent ensemble pour lutter contre les violences sexuelles et autres. Le Ministère du logement, des services publics et du développement urbain égyptien a adopté les conclusions des audits sur la sécurité des femmes pour orienter la planification urbaine.

Dans le but d'impliquer les jeunes hommes, la campagne du Secrétaire général intitulée « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », qui est coordonnée par ONU Femmes, a lancé un concours de design de T-Shirt, invitant les hommes âgés de 18 à 25 ans à utiliser leur imagination pour prévenir et faire cesser la violence à l'encontre des femmes et des filles. Près de 600 styles de T-shirts ont été soumis. 300 000 visiteurs de 195 pays et territoires ont visionné le site Internet.



Dans le cadre de l'Opération hybride Union Africaine/Nations Unies au Darfour, l'agent de police Ume Salma Malik suit une formation spéciale sur le genre. Elle demande de l'aide aux femmes déplacées par le conflit, comme Khdiaga Abu Bakkar.

ESSENTIELLES À LA PAIX

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Ces dernières années ont été marquées par des évolutions extraordinaires dans l'appui de la communauté internationale en faveur de la participation des femmes au règlement des conflits et à la consolidation de la paix et à la prévention des violences basées sur le genre liées au conflit. ONU Femmes a contribué à mobiliser l'appui en faveur de ces changements tout en fournissant des orientations concrètes sur le terrain pour montrer les contributions formidables que les femmes peuvent apporter. Parmi d'autres mesures, ONU Femmes a contribué aux efforts pour accroître la participation des femmes en tant que médiatrices et négociatrices de paix ; appuyer les initiatives féminines locales en faveur du règlement des conflits ; défendre les droits à la justice et à la sécurité ; et veiller à ce que les femmes disposent de ressources suffisantes pour se relever des conflits.

Lorsque les femmes participent aux processus de paix, elles jouent souvent un rôle de chef de file pour trouver des solutions, promouvoir la réconciliation et veiller à ce que toutes les voix soient entendues au cours du relèvement et de la reconstruction des pays. L'annonce selon laquelle le prix Nobel de la paix de 2011 a été décerné à trois femmes leaders de la paix, à savoir la Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, la militante libérienne Leymah Gbowee et la Yéménite Tawakkul Karman, a confirmé le message central de la résolution 1325 du Conseil de sécurité : une paix durable nécessite le leadership et la participation des femmes.

Au niveau mondial ONU Femmes est l'un des principaux coordonnateurs des politiques et programmes en faveur de l'égalité des sexes à l'échelle du système des Nations Unies dans le cadre de la consolidation et du maintien de la paix. En 2011, l'entité a appuyé la formation de plus de 200 expertes de la paix et de la sécurité venant de 25 pays à la médiation, la négociation et aux techniques de plaidoyer. Certaines participent actuellement au règlement et à la prévention des conflits nationaux. Un partenariat avec le Département des affaires politiques de l'ONU a abouti à l'augmentation du nombre de femmes sur la liste des expertes en médiation, qui s'élève maintenant à 36 pour cent. Cela a permis de garantir que les médiateurs et parties négociatrices disposaient des spécialistes de l'égalité des sexes lors des récents pourparlers sur le Darfour et la Somalie.

Le Secrétaire général de l'ONU a accordé la priorité au leadership des femmes dans les situations de transition et de consolidation post conflit dans son nouveau programme sur cinq ans. Il adopte une grande partie du Plan d'action en 7 points sur la consolidation de la paix sensible au genre lancé par ONU Femmes et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Entre autres cibles, le Plan demande à l'ONU d'augmenter les dépenses post conflit en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes pour qu'elles s'élèvent à au moins 15 pour cent de toutes les ressources relatives à la consolidation de la paix. Au moins 40 pour cent des postes temporaires après les conflits devraient être affectés aux femmes.

Au cours de 2011, avec l'appui d'ONU Femmes, des femmes ont présenté leurs vues à six grandes conférences internationales sur la paix et la reconstruction sur l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, la Somalie, le Soudan du Sud et le Darfour. Les militantes de la société civile du Soudan du Sud ont élaboré une liste de priorités en matière de relèvement qu'elles ont directement présentées au Président Salva Kiir et à la Secrétaire d'État Hillary Clinton à une réunion à Washington D.C. Ils ont proposé de créer une Banque pour les femmes qui proposerait des prêts à faibles intérêts, ce qui nécessiterait qu'au moins 25 pour cent des investissements agricoles ciblent les femmes, et que la moitié des fonds d'appui au développement communautaire financés grâce aux recettes

pétrolières soient affectés à la santé, à l'éducation et à la sécurité des femmes.

Sur la base des réunions fructueuses consacrées à la Journée portes ouvertes sur les femmes et la paix lancée par ONU Femmes, au cours desquelles des fonctionnaires de haut niveau de l'ONU écoutent les recommandations des militantes de la paix, l'ONU a demandé à toutes les missions de maintien de la paix de l'ONU d'en organiser chaque année et d'en faire rapport. Pour contribuer à la sensibilisation à la résolution 1325 parmi le personnel militaire et de police en Afrique, Amérique latine et dans les Caraïbes, ONU Femmes a lancé des cours d'apprentissage en ligne régionaux sur la résolution 1325 ; près de 3 000 membres des forces armées se sont déjà inscrits.

Afrique Lorsque le conflit politique et la crise humanitaire a touché le Mali au début de 2012, ONU Femmes a appuyé les efforts fructueux d'une délégation de militantes de la paix pour prendre part aux négociations politiques sur la stabilisation. Elles ont présenté une Déclaration des femmes maliennes attirant l'attention sur leur rôle fondamental en matière de prévention et de règlement des conflits pour l'avenir du pays. Leurs activités de plaidoyer concertées a débouché sur l'engagement rapide de l'administration intérimaire de respecter les droits fondamentaux et de mettre fin à toutes les violences contre les femmes et les enfants.

Avec l'appui d'ONU Femmes, en 2011, des femmes sont intervenues devant la Commission Vérité, Justice et Réconciliation kenyane, qui a été créée pour répondre aux violences post électorales en 2007. Les émissions de radio et les annonces sur les marchés locaux ont encouragé les femmes à enregistrer des déclarations à l'intention de la Commission. Près de 15 000 déclarations ont été recueillies. Des auditions thématiques spéciales ont été organisées pour les femmes et les enfants auxquelles plus d'un millier de femmes ont participé. Ce processus a permis de mieux comprendre les ressorts de la discrimination basée sur le genre et de la propriété foncière, de la violence sexuelle et du manque de soins médicaux. La commission utilise ces informations pour élaborer des recommandations afin de réparer les violations des droits fondamentaux des femmes émanant de ce conflit.

À la Conférence internationale des Grands Lacs, une organisation

intergouvernementale qui se consacre au respect de la paix dans une région fragile, 11 chefs d'État ont approuvé la déclaration de 2011 visant à mettre fin à la violence sexuelle et basée sur le genre. Ils ont accepté de travailler de concert pour prévenir la violence, mettre fin à l'impunité des auteurs de violences et aider les rescapées. Ce geste a succédé aux activités de plaidoyer et d'appui à long terme d'ONU Femmes, menées grâce au savoir-faire acquis en matière d'intégration de la perspective de genre dans les négociations politiques et à la facilitation de la participation des femmes, notamment grâce à un forum de femmes.

Asie Armées des compétences techniques sur les négociations de paix et des connaissances sur les garanties de droits internationaux fournies par ONU Femmes et fortes de leur compréhension de fond des préceptes islamiques, les groupes de femmes musulmanes de Mindanao, aux Philippines, ont pour la première fois en 2011 rencontré des représentants du Front de libération islamique Moro. Ils ont débattu de l'inclusion de dispositions en faveur des femmes dans les projets d'accords de paix visant à régler l'un des conflits les plus longs du monde, qui dure depuis près de quatre décennies. Pendant le dialogue, le Front a pris une mesure inédite : il a nommé deux femmes à son panel sur la paix, lequel a entamé des pourparlers avec le Gouvernement des Philippines. Deux autres femmes musulmanes ont rejoint l'équipe de négociations du gouvernement, l'une d'entre elles dirigeant son unité juridique. À la fin de 2012, un accord historique a été signé. Ses dispositions comprennent des garanties du droit des femmes à une participation politique constructive et à une protection contre toutes les formes de violence.



Des femmes albanaises locales se sont mobilisées pour évaluer les services offerts par leurs communautés grâce à des fiches d'évaluation. Après qu'elles aient fait part de leurs préoccupations aux élections locales, les municipalités ont accepté d'apporter des améliorations.

PLANS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Dans le monde, ONU Femmes est un des principaux partisans des plans et budgets publics qui tiennent pleinement compte des droits et besoins des femmes, apportant une aide à 62 pays dans le cadre d'initiatives sur la planification et la budgétisation sensibles au genre en 2011. Elle rassemble des défenseurs, des parlementaires et d'autres parties prenantes dans le cadre de ces exercices et appuie les femmes dirigeantes dans leurs efforts en faveur de l'égalité des sexes. Elle aide également les fonctionnaires à acquérir des connaissances et des compétences techniques pour établir des plans et budgets sensibles au genre et choisir les indicateurs d'évaluation des performances.

Europe et Asie centrale En Albanie, ONU Femmes a contribué à la mobilisation des organisations féminines et de la société civile pour élaborer des fiches d'évaluation des communautés. Près de 2 000 personnes dans sept régions —90 pour cent de femmes— ont participé aux évaluations de leurs communautés s'agissant de la participation des femmes aux prises de décision publiques, de la lutte contre les violences basées sur le genre, de la promotion du bien-être économique des femmes et de la fourniture de services sociaux. Les résultats étaient en général très bas, en moyenne entre un et deux sur une échelle de cinq, ce qui montrait que peu de mesures avaient été prises pour mettre fin à la discrimination systématique fondée sur le sexe.

Armées de preuves tangibles, les femmes ont participé aux élections municipales de 2011, annonçant qu'elles ne voteraient pas à moins que les candidats n'acceptent de tenir compte de leurs préoccupations. Dans la ville de Shkodra, elles ont rencontré individuellement chaque candidat à la mairie de la ville, et le gagnant a signé l'Accord sur les femmes. Sur la base des résultats obtenus grâce aux fiches d'évaluation, l'Accord orientera les futurs plans et décisions du Conseil municipal, et sera assorti d'engagements spécifiques pour élargir les perspectives d'emplois des femmes et améliorer les services offerts aux rescapées de la violence conjugale notamment. À Elbasan, la présentation des résultats aux médias a suscité la réaction immédiate des partis politiques dont les programmes électoraux ont ensuite reflété les exigences des femmes. Le maire nouvellement élu s'est engagé à donner suite aux résultats obtenus grâce aux fiches d'évaluation par le biais d'une planification locale.

Afrique Grâce aux partenariats d'ONU Femmes avec le Ministère de la planification et du développement du Mozambique et l'Institut public d'administration publique, la plupart des institutions gouvernementales nationales et locales disposent désormais des outils pour élaborer et mettre en œuvre des plans et budgets sensibles au genre. Pour préparer la dernière stratégie nationale de réduction de la pauvreté, un instrument de planification nationale clef, ONU Femmes a intégré les exigences des femmes, notamment celles des zones rurales, dans le processus grâce à un groupe de défense de l'égalité des sexes. Lorsque le Gouvernement a adopté la stratégie en 2011, il a répondu

aux préoccupations cruciales des femmes rurales, en élargissant notamment leur accès aux titres fonciers, aux services d'extension agricoles et financiers.

Les mesures en faveur de l'égalité des sexes font partie de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté la plus récente au Sénégal, qu'ONU Femmes a appuyée conjointement avec d'autres entités du système des Nations Unies. Ce plan établit des liens directs entre l'égalité des sexes, la bonne gouvernance, la croissance économique et le développement social, et dispose de nouvelles ressources substantielles pour promouvoir l'égalité des sexes. Ses priorités comprennent les programmes visant à mettre fin à la violence basée sur le genre et à mettre en œuvre une stratégie nationale en faveur de l'égalité. Ce plan préconise également de placer l'égalité des sexes au cœur de toutes les autres politiques de développement.

Dans cinq pays africains, les autorités locales apprennent à élaborer des plans et budgets sensibles au genre alors que les communautés locales sont mieux à même de recenser leurs besoins grâce à la participation à la planification locale. Dans le cadre du programme de développement local équitable pour les deux sexes, une collaboration entre ONU Femmes et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), les districts locaux peuvent bénéficier de fonds consacrés à l'égalité des sexes. Les investissements de capitaux planifient des dépenses directes sur la base des priorités recensées par les groupes de femmes locaux. Il en résulte que les femmes tanzaniennes ont un plus grand accès à l'eau potable et à des moyens de subsistance grâce à des contrats de fourniture de services hydriques. Un projet d'électricité en Mozambique est en train d'élaborer des systèmes d'énergie solaire tout en dotant les femmes de compétences mécaniques et électriques. Des programmes au Rwanda, au Sénégal et en Sierra Leone renforcent les solutions proposées aux femmes en matière d'éducation et de soins médicaux.

Amérique latine et Caraïbes Grâce aux activités de plaidoyers de longue date menées par ONU Femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, 15 pays ont procédé à une budgétisation sensible au genre. En Bolivie, un outil de suivi budgétaire local a amené le district de Cochabamba à multiplier par quatre les fonds affectés à son Département chargé de l'égalité des chances.

L'Équateur a porté le financement des politiques publiques tenant compte de l'égalité des sexes à 1,3 milliards en 2012, le montant total représentant désormais 4,5 pour cent du budget national. Une classification budgétaire élaborée par le Ministère des finances en collaboration avec ONU Femmes contrôle toutes les affectations des fonds publics en fonction du plan national en faveur de l'égalité des chances, évaluant comment les fonds contribuent à des améliorations en matière de participation politique des femmes, de protection contre la violence et d'égalité des chances au travail. Un nouveau code des finances publiques placerait l'égalité des sexes sur la liste des objectifs fondamentaux de planification et d'investissement publics.

Asie Au Viet Nam, dans le cadre des préparatifs de la nouvelle stratégie nationale pour lutter contre le VIH/sida et le contrôler, ONU Femmes et ONUSIDA ont aidé le Ministère de la santé à consulter des membres de la société civile, notamment des groupes de femmes vivant avec le VIH/sida. L'un des principes directeurs de la stratégie affirme que la prévention et le contrôle doivent prendre racine dans le respect des droits de l'homme le plus strict, en mettant l'accent sur les femmes et les groupes vulnérables.

Au Viet Nam, le Syndicat de la jeunesse et ONU Femmes ont parrainé un concours de peintures d'enfants dans le cadre de la campagne Tous UNiS. Avec deux millions de contributions, ce concours a inclus les voix des enfants dans l'appel lancé pour mettre fin à la violence contre les femmes.



PARTENARIATS EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION

DOMAINES
D'INTERVENTION
PRIORITAIRES

Unifiant quatre entités de l'ONU à sa création en 2011, ONU Femmes repose sur l'idée que lorsque différentes parties d'un système multilatéral agissent de concert, elles peuvent obtenir de meilleurs résultats et maximiser l'utilisation de ressources limitées.

À l'échelle du système des Nations Unies, ONU Femmes a défendu l'appel à la coordination des efforts en faveur de l'égalité des sexes en fixant des normes communes, en mettant en œuvre des programmes de développement conjoints et en canalisant toutes les ressources nécessaires. Au-delà du système des Nations Unies, ONU Femmes forge des alliances stratégiques avec d'autres partenaires, apportant des contributions essentielles à l'autonomisation des femmes, y compris des fondations non lucratives et le secteur privé. Tous ces efforts accélèrent les progrès de la manière la plus efficace qui soit : en investissant dans les femmes et les filles.

Coordonner des initiatives mondiales

Au début de 2012, l'ONU est convenue d'un plan d'action historique à l'échelle du système, ou SWAP, pour mettre en œuvre les politiques tenant compte de l'égalité des sexes de son organe exécutif le plus élevé, le Conseil des chefs des organismes des Nations Unies, présidé par le Secrétaire général. Lancé par ONU Femmes, le SWAP établit des mesures de progrès communes pour toutes les activités liées à l'égalité des sexes menées par toutes les entités de l'ONU, assurant ainsi une plus grande cohérence et responsabilité. ONU Femmes contribuera à la mise en œuvre de ce plan, qui appuiera considérablement le programme du deuxième mandat du Secrétaire général de l'ONU, qui inscrit l'autonomisation des femmes parmi ses cinq priorités fondamentales.

Ce plan adopte une approche basée sur les fiches d'évaluation, présentant 15 indicateurs de performance fondés sur des mandats intergouvernementaux. Toutes les organisations du système des Nations Unies devront adopter des politiques sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, par exemple, et veiller à ce que les documents de planification stratégiques s'engagent à atteindre au moins un objectif sur l'égalité des sexes. Cinquante entités et départements onusiens ont contribué à l'élaboration du SWAP ; huit l'ont lancé pour tester sa qualité technique, faisant l'éloge des expériences initiales qui donnaient un aperçu du chemin parcouru et du chemin qu'il restait à parcourir. Un certain nombre d'organisations sont déjà en train d'aligner leurs activités de planification et de programmation sur le SWAP telles que l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

Mettre en œuvre des programmes de l'ONU conjoints

Dans 45 pays en 2011, ONU Femmes a présidé des groupes thématiques sur le genre qui aident à coordonner les actions de l'ONU pour appuyer le développement national. Elle a établi des partenariats avec d'autres entités de l'ONU pour mettre en œuvre 106 programmes conjoints.

Un programme conjoint en Éthiopie a uni ONU Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme

des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation internationale du travail (OIT). Fondé sur l'appui au plan de développement national du Gouvernement, le programme accorde la priorité à l'éducation et à l'autonomisation économique des femmes et des filles, de concert avec des mesures visant à mettre fin à la violence basée sur le genre. En 2011, il a formé 6 000 femmes au développement d'entreprises et à la gestion, et fourni des services de crédits et d'épargne à 8 000 autres femmes afin qu'elles ouvrent ou agrandissent des entreprises.

La Tanzanie fait partie des pays où les entités de l'ONU ont conjugué des opérations pour être unis dans l'action. En 2011, les bureaux de pays de l'ONU qui s'y trouvaient ont lancé le premier plan de développement commun de l'histoire de l'ONU, couvrant toutes les activités. Grâce aux activités de plaidoyer d'ONU Femmes, le plan a fait de l'égalité des sexes un principe de programmation fondamental, défini des activités et résultats spécifiques pour les femmes et subordonné l'allocation de 20 pour cent des fonds communs à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes.

Une initiative conjointe importante de l'ONU reste la campagne mondiale du Secrétaire général « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », coordonnée par ONU Femmes. La campagne rassemble des entités onusiennes et divers groupes de personnes afin de sensibiliser, de créer une volonté politique et de fournir des ressources, et de plaider en faveur de la fin de la violence. Son programme de mobilisation sociale, « Dites NON - Tous UNIS pour mettre fin à la violence contre les femmes » a suscité au début de 2012 plus de 4 millions de mesures en la matière dans le monde, et a été nommé pour le prix de l'Excellence mondiale dans la communication par la Fondation Avon.

En 2012, Tous UNIS a convoqué des militants de la jeunesse, des personnalités du monde sportif, des avocats des droits de l'homme, des journalistes et des pop stars pour qu'ils fassent l'ascension du Mont Kilimanjaro en Tanzanie pendant cinq jours. L'événement a mis en exergue le fait que même si la violence est généralisée, il est possible de s'unir pour « dominer la montagne » et y mettre fin. Une activité menée par Tous UNIS au Palais des enfants de Hanoi au Viet Nam a rassemblé des artistes, des jeunes et des militants pour

co-crée des peintures et des murailles dépeignant leur engagement à mettre fin ensemble à la violence. Une compétition de peintures d'enfants a ensuite été lancée, attirant plus de 2 millions de contributions de tout le pays, une centaine d'entre elles étant exposées au Musée des femmes.

Élargir les alliances

Au-delà du système des Nations Unies, les nouveaux partenariats d'ONU Femmes comprennent un partenariat avec la Fondation Rockefeller qui a permis aux voix des femmes locales d'être entendues à la Conférence sur le développement durable Rio+20 par le biais d'un sondage mondial et de la participation de la société civile.

Le réseau de 18 comités nationaux d'ONU Femmes continue de rassembler des ressources et de mener des activités de sensibilisation en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique. Le Comité national australien a organisé 350 manifestations pour célébrer la Journée internationale des femmes en 2011. Aux États-Unis, le Comité national a organisé des marches pour mettre fin à la violence contre les femmes, tandis que le comité islandais a renforcé sa campagne fraternité visant à enrôler des personnes qui acceptent de s'inscrire pour fournir des contributions mensuelles régulières. Les deux premiers signataires de la campagne étaient Johanna Sigurdardottir, le Premier Ministre islandais et Johanna Gudrun, une chanteuse islandaise. Le Comité national britannique a créé un réseau d'appui dans le monde des affaires impliquant BNP Paribas, Barclays, Ernst & Young et Unilever.

En partenariat avec le Pacte mondial de l'ONU, ONU Femmes continue de plaider en faveur du rôle que peuvent jouer les entreprises en matière d'égalité des sexes grâce aux Principes d'autonomisation des femmes. Plus de 400 hauts dirigeants du monde entier se sont engagés à mettre en œuvre ces principes, qui fournissent une feuille de route aux entreprises pour qu'elles autonomisent les femmes sur leur lieu de travail, sur le marché et dans les communautés. Des lancements nationaux ont eu lieu en Serbie et en Afrique du Sud en 2011-2012, attirant plus de 90 nouveaux signataires.



En Inde, les femmes de castes inférieures luttent contre l'exclusion et le manque d'informations, en publiant notamment un journal dans leur dialecte local. Leurs efforts ont aidé près de 14 000 femmes à trouver un emploi dans le cadre d'un programme d'emploi rural.

FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le Fonds pour l'égalité des sexes d'ONU Femmes se consacre à la promotion de l'autonomisation économique et politique des femmes dans le monde. Les subventions actuelles permettent d'aider près de 18 millions de femmes, en les dotant de compétences financières et de leader et en les aidant à trouver des emplois décents et à bénéficier de prestations de protection sociale.

Le Fonds accorde des subventions pluriannuelles allant jusqu'à 3 millions de dollars américains aux organisations féminines et entités gouvernementales. Le processus d'octroi de subventions implique des experts indépendants qui évaluent les programmes proposés ; un comité directeur de haut niveau examine et ratifie les sélections. Les bénéficiaires reçoivent ensuite une assistance technique adaptée pour mettre en œuvre leurs programmes.

Certains résultats clefs ont été enregistrés en 2011-2012 par des bénéficiaires indiennes où la Loi nationale Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi dans les zones rurales garantit 100 jours d'emploi payé à chaque foyer rural. Mais seulement une minorité de femmes appartenant aux « castes répertoriées », qui ont à travers l'histoire souffert d'une profonde discrimination, ont fait valoir leurs droits. Les groupes Gender at Work et la Mitra Service Society réduisent cette exclusion en joignant ces femmes marginalisées et en les sensibilisant à leurs droits. Ils sensibilisent dans le même temps les autorités à la portée de la loi. Ce programme a déjà aidé près de 14 000 femmes à trouver un emploi tandis que 9 000 disposent de fiches de travail et de comptes bancaires à leurs noms afin de pouvoir contrôler l'argent qu'elles gagnent.

Au Rwanda, où les ressources en terres sont rares, RCN Justice et Démocratie et l'Association HAGURUKA de défense des droits des femmes et des enfants aident les femmes à réaliser leurs droits fonciers dans les systèmes judiciaires coutumiers et formels. Un réseau de techniciens juridiques mobiles ont pour objectif d'aider plus de 100 000 femmes qui réclament leur héritage et leurs terres, en appliquant les principes énoncés dans la Constitution rwandaise. À ce jour, plus de 1 000 demandes ont été traitées, permettant aux femmes d'avoir accès à un outil de production vital et de le contrôler.

La Coalition ghanéenne sur le genre et les changements climatiques et ABANTU proposent des services d'extension agricoles, de crédit et d'accès à la terre à 2 000 femmes et leurs familles dans les régions pauvres du Ghana. Ils ont également milité avec succès en faveur de la pleine inclusion des dispositions relatives à l'égalité des sexes dans les politiques adoptées par le Comité national sur les changements climatiques ainsi que pour les politiques sur les changements climatiques de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Depuis le premier appel à propositions lancé par le Fonds pour l'égalité des sexes en 2009, 43 millions de dollars ont été versés à 55 partenaires bénéficiaires dans 47 pays. Les programmes ont entraîné des changements législatifs et politiques dans 12 pays, et plus de 1 700 femmes ont fait leur entrée dans la politique électorale. Dans l'État de Michoacan, au Mexique, l'appui au bénéficiaire Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia a permis de conclure un accord avec les parties politiques pour mettre en œuvre des quotas pour les femmes, assurer la formation des femmes candidates et des campagnes publiques de plaidoyer avec plus de 4 000 émissions TV et radio. Pendant les élections locales de 2011, le nombre de femmes maires a plus que doublé, passant de 5 à 12 percent.

En 2011, en réponse aux transitions en cours dans les pays arabes, le Fonds a alloué 4,85 millions de dollars aux initiatives visant à renforcer la participation politique des femmes en Égypte, en Libye et au Yémen, et à promouvoir le développement durable en Algérie et dans les territoires palestiniens occupés.

Partenaires sélectionnés en 2011

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

ÉTATS ARABES

Algérie

Association pour la solidarité et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, EL GHAITH
Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la zone rurale de Bordj Bou Arreridj en faveur du développement humain, social et économique
200 000 dollars EU

Égypte

Ministère de la solidarité sociale et de la justice (MoSSJ)
Prestation familiale en espèces (The Family Cash Allowance)
400 000 dollars EU

Liban

Association Amel
Promouvoir l'accès des femmes rurales et réfugiées au marché du travail et à des moyens de subsistance
325 000 dollars EU

Société de la protection de la nature au Liban
Promouvoir l'autonomisation des femmes Hima en faveur de la conservation et des moyens de subsistance
280 000 dollars EU

Maroc

Association Akhiam
Renforcement des capacités des femmes dans le Haut Atlas de l'Est, en faveur de leur autonomisation économique et sociale
260 000 dollars EU

Institut national pour la solidarité avec les femmes en difficultés (INSAF)
Formation, Développement personnel et intégration socio-professionnelle des mères célibataires
545 000 dollars EU

AUTONOMISATION POLITIQUE

ÉTATS ARABES

Égypte

Centre égyptien des droits de la femme
Une vague de voix de femmes – 1 000 et au-delà...
545 000 dollars EU

Le Forum des femmes et de la mémoire
Documentation et autonomisation : la création des archives des voix de femmes en Égypte
200 000 dollars EU

Égypte, Jordanie, les Territoires palestiniens occupés et le Yémen

Étoiles de la Société Espoir
Notre voix compte
265 000 dollars EU

Égypte, Libye et Yémen

Karama
Démocratie inclusive : Réaliser les droits politiques des femmes en Libye, au Yémen, et en Égypte au cours du Printemps arabe
565 000 dollars EU

Irak

Organisation pour l'autonomisation des femmes
Formation sur le genre pour les universitaires et chercheurs irakiens
215 000 dollars EU

Territoires palestiniens occupés

Société pour le bien-être des femmes Anabta
Autonomisation politique des femmes
200 000 dollars EU

Association des Comités de femmes pour le travail social
Renforcer la participation des femmes palestiniennes à la vie publique et politique
450 000 dollars EU

Association Dalia
Des femmes qui appuient d'autres femmes
200 000 dollars EU

Centre palestinien pour la paix et la démocratie et Centre des femmes de Jérusalem
Vers une Constitution démocratique qui accorde des droits égaux aux femmes
200 000 dollars EU



Les femmes rurales pauvres ont souvent peu de solutions pour mettre fin à la violence. Dans une zone isolée du Libéria, un refuge et des groupes de discussions communautaires apportent aux rescapées les connaissances et l'appui dont elles ont besoin pour revendiquer leurs droits.

FONDS DES NATIONS UNIES POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Le Fonds des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes œuvre à la création d'un monde juste où les femmes et les filles sont à l'abri de la peur et de la violence et peuvent mener des vies gratifiantes dans la dignité et l'égalité. Ses investissements appuient les initiatives locales qui élargissent les services offerts aux rescapés de la violence, mettent fin aux rapports de force inégaux entre les hommes et les femmes et réduisent les comportements sociaux qui favorisent la violence.

Géré par ONU Femmes au nom du système des Nations Unies, le Fonds a célébré son 15e anniversaire en 2011 en sa qualité de mécanisme unique d'octroi de subventions exclusivement consacré à la lutte contre la violence contre les femmes et les filles. Son portefeuille de subventions actives inclut 96 projets dans 86 pays, ce qui représente un total de plus de 61 millions de dollars.

En 2011, le Fonds a demandé d'élaborer une cartographie mondiale des résultats obtenus pas ses subventions — le premier exercice de ce type en son genre lié à l'échelle visant à mettre fin à la violence contre les femmes. Il a conclu que l'influence du Fonds va bien au-delà de la portée immédiate de ses subventions ; les bénéficiaires influencent fortement d'autres acteurs sociaux et les incitent à améliorer la vie des femmes.

Parmi ses bénéficiaires actuels, le Conseil de la population aide les filles autochtones du Guatemala à maîtriser des technologies propices aux changements sociaux, notamment les systèmes GPS qui permettent d'élaborer des cartes indiquant les zones qu'elles perçoivent comme sûres ou risquées. Pour la première fois, les préoccupations des filles sont apparues clairement aux dirigeants communautaires, qui ont accepté d'utiliser ces cartes pour améliorer la planification municipale. Le groupe de défense Women Deliver a inscrit cette initiative en 2011 parmi les 50 idées et solutions les plus prometteuses pour les femmes et les filles dans le monde.

Au Liban, OXFAM GB et son partenaire national KAFA ont lancé la première campagne Ruban blanc de la région, mobilisant des jeunes hommes afin qu'ils dénoncent la violence. La campagne a obtenu les engagements de 128 - 50 pour cent d'entre eux étant des hommes – qu'ils appuieraient l'adoption d'une loi contre la violence conjugale.

Dans le cadre de la fourniture d'une aide globale aux rescapées de la violence, le Centre de défense des droits de l'enfance au Tadjikistan a créé le premier réseau national de services cruciaux pour les filles qui ont subi des sévices sexuels ou ont fait l'objet de la traite des êtres humains. Il appuie directement le réseau d'orientation national officiel et favorise la mise en place d'un système de protection de l'enfance.

Pour comprendre les liens entre la violence et la propagation du VIH/sida, ActionAid Libéria a créé un foyer d'accueil dans une région éloignée du sud-est du Libéria qui mène également des activités de sensibilisation et de mobilisation au niveau de la communauté. Ce programme s'adapte à la réalité des femmes rurales et pauvres qui sont moins enclines à demander de l'aide même si elle est disponible et sont en butte à une double stigmatisation destructrice si elles contractent le VIH/sida.

Dans le cadre de son cycle de subventions 2010-2011, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a versé 17,1 millions de dollars américains à 22 initiatives dans 34 pays, ne répondant qu'à deux pour cent de la demande totale. Six millions deux cent mille dollars américains ont été affectés à des programmes dont l'objectif est d'examiner les liens convergents entre la violence et le VIH/sida ; 4 millions de dollars américains ont appuyé des initiatives luttant contre la violence exercée contre les femmes pendant les conflits. Plus de 80 pour cent des subventions ont été accordées à des groupes non gouvernementaux, le reste étant versé à des gouvernements et des équipes de pays de l'ONU. Les subventions approuvées pendant l'année devraient bénéficier à plus de 6 millions de bénéficiaires d'ici à 2014.

Bénéficiaires 2011

AFRIQUE

République centrafricaine, République démocratique du Congo, Kenya, Soudan, Ouganda
Médecins pour les droits de l'homme

Formation d'un réseau médico-légal pour lutter contre la violence sexuelle pendant les conflits armés en Afrique centrale et orientale
625 000 dollars EU

Kenya

Liverpool VCT, Care and Treatment
Renforcer la mise en œuvre d'un cadre médico-légal opérationnel pour améliorer les services VBG
966 862 dollars EU

Kenya, Rwanda, Sierra Leone

Réseau Sonke en faveur de l'égalité des sexes et de la justice
Impliquer les hommes pour renforcer la mise en œuvre des lois et politiques VBG et promouvoir l'égalité des sexes
996 000 dollars EU

Lesotho, Malawi

Service de diffusion de l'information sur le VIH/sida d'Afrique du Sud (SAFAIDS)
Impliquer les dirigeants traditionnels dans la prévention du VIH/sida et de la violence basée sur le genre
997 817 dollars EU

Malawi

Coalition de femmes vivant avec le VIH/sida (COWLHA)
Mettre en place des stratégies d'action positive pour réduire la violence contre les femmes vivant avec le VIH/sida
999 999 dollars EU

Sierra Leone

International Rescue Committee
Promouvons la justice pour nos femmes et nos filles en Sierra Leone
750 000 dollars EU

Afrique du Sud

Réseau d'aide juridique contre le sida (AIDS Legal Network)
Documenter et combattre la violence et d'autres violations des droits fondamentaux commises contre les femmes séropositives
576 800 dollars EU

République du Soudan du Sud

American Refugee Committee
Stratégie gouvernementale et communautaire intégrée pour répondre et prévenir la violence contre les femmes au Soudan du Sud
997 985 dollars EU

AMÉRIQUES ET CARAÏBES

Grenade

Ministère des affaires sociales
Riposte de l'Etat pour mettre fin à la violence contre les femmes
674 172 dollars EU

Mexique

Católicas por el Derecho a Decidir
Contribuer à la mise en œuvre une loi permettant aux femmes mexicaines de vivre à l'abri de la violence et aux tribunaux interaméricains de rendre des décisions dans le cas de Campo Algodonero
600 000 dollars EU

Pérou

Gouvernement municipal de la ville de Lima
Élaboration des politiques et actions pour lutter contre la violence contre les femmes
990 000 dollars EU

Uruguay

Équipe de pays de l'ONU
L'Uruguay uni pour mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les adolescentes.
999 999 dollars EU

ÉTATS ARABES

Iraq

Corps médical international
Violence basée sur le genre en Irak : prévention et renforcement des services
998 455 dollars EU

ASIE ET PACIFIQUE

Bangladesh, Inde

Fair Wear Foundation
Comité de lutte contre le harcèlement et système de prévention de la violence dans l'industrie d'exportations des vêtements
471 000 dollars EU

Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Népal, Sri Lanka

CARAM Asie
Programme juridique et d'appui social pour les travailleuses migrantes
992 740 dollars EU

Cambodge

Section d'appui aux victimes des chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC)
Promouvoir la justice entre les sexes dans le processus de justice de transition du Cambodge
628 501 dollars EU

Inde

Karnataka Health Promotion Trust
Initiative communautaire visant à lutter contre la violence contre les travailleuses du sexe à Karnataka
999 999 dollars EU

Indonésie

Rifka Annisa
Apporter une réponse intégrée aux rescapées de la violence grâce à l'intégration de la loi sur l'élimination de la violence conjugale dans la Loi sur la Charia en Indonésie
994 765 dollars EU

Samoa

Samoa Victim Support Group Inc.
Autonomiser les femmes rurales pour lutter contre la violence
120 000 dollars EU

EUROPE CENTRALE & DU SUD-EST/ EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

République de Croatie

Soyez active. Soyez émancipée
Sortir de l'ombre – Aider les rescapées de la violence conjugale à devenir indépendante
181 696 dollars EU


Ukraine

Fondation ukrainienne pour la santé publique
À l'abri de la violence : Autonomiser les femmes et les filles défavorisées
720 874 dollars EU

TRANSRÉGIONAL

Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Égypte, Mali, Niger, Nigéria, Pakistan, Rwanda, Somalie, Soudan, Viet Nam

Oxfam Novib
Partenariat mondial sur les médias ludo-éducatifs en faveur du changement social
802 124 dollars EU

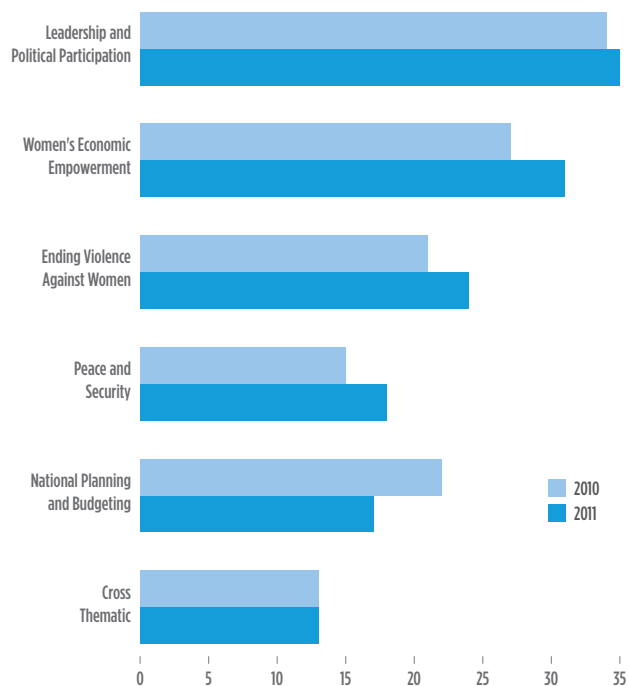


Les contributions à ONU Femmes sont un investissement dans l'autonomisation des femmes, suscitant la croissance économique et les progrès de la société dans son ensemble.

ÉTATS FINANCIERS

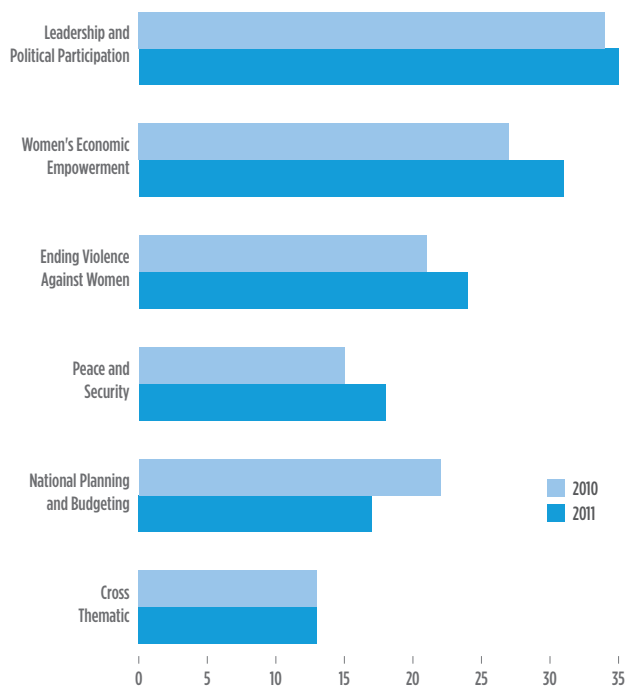
ONU Femmes remercie la communauté des donateurs de son appui, et se réjouit d'élargir et d'approfondir sa base de donateurs. La proposition globale du Secrétaire général pour l'Entité composite pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes estime « les besoins financiers pour la phase de démarrage » à environ 500 millions de dollars par an. En vue d'atteindre cet objectif, ONU Femmes vise à augmenter à la fois le nombre de pays donateurs, en sollicitant notamment des pays n'appartenant pas à l'OCDE/CAD, ainsi que les montants qu'ils s'engagent à verser, se fixant un objectif de 250 millions de dollars EU en contributions (de base) non affectées provenant de 150 pays en 2011.

Diversification du portefeuille de financement d'ONU Femmes 2010-11
Ressources de base d'ONU Femmes, 2010 et 2011 en pourcentage



Source: Atlas Expenditure data as of 27 March, 2012.
Note: Includes all programme expenditure including programme support costs but excludes expenditures incurred under the UN Trust Fund to eliminate Violence against Women.

Dépenses du programme d'ONU Femmes 2011
Dépenses du programme d'ONU Femmes par thème, 2010-11, en millions de dollars EU



Source: Atlas Expenditure data as of 27 March, 2012.
Note: Includes all programme expenditure including programme support costs but excludes expenditures incurred under the UN Trust Fund to eliminate Violence against Women.

État des recettes et des dépenses

(en milliers de dollars E. U.)

pour l'exercice achevé le 31 décembre 2011

	TOTAL
RECETTES	
<i>Contributions volontaires</i>	
Contributions (de base) non affectées	124 615
Contributions (autres contributions) affectées	92 831
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes	8 545
Fonds pour l'égalité des sexes	1 185
<i>Contributions mises en recouvrement</i>	6 957
Sous-total	234 133
Intérêts créditeurs	1 292
Dépenses d'appui et autres recettes	9 303
Donations et recettes diverses	405
Moins poste élimination	(8 910)
Sous-total	2 090
TOTAL RECETTES	236 223
DÉPENSES	
<i>Programme:</i>	
Non affectées (de base)	53 625
Affectées (autres contributions)	77 455
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes	7 828
Fonds pour l'égalité des sexes	8 060
Moins poste élimination	(8 910)
Sous-total	138 058
<i>Budget d'appui</i>	
Frais de gestion et d'administration	46 006
Dépenses d'appui	8 144
<i>Budget ordinaire</i>	6 107
Sous-total	60 257
TOTAL DÉPENSES	198 315
Excédent des recettes par rapport aux dépenses	37 908
Remboursement aux donateurs et transferts vers/à partir d'autres fonds	(950)
Bilan des fonds transférés à ONU Femmes	225 493
Bilan des fonds au 31 décembre	262 451

Notes :

*1 Bilan des fonds transférés à ONU Femmes :	TOTAL
UNIFEM	
Ressources non affectées	9 121
Ressources affectées	196 659
INSTRAW	
Ressources non affectées	5 751
Ressources affectées	8 853
Division de la promotion de la femme/Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes	
Ressources affectées	5 109
Total	225 493

*2 Les budgets des programmes de 2012 et futurs s'élevaient à 294 millions de dollars EU à la fin décembre 2011.

*3 Les avances accordées aux partenaires d'exécution s'élevaient à 17,7 millions de dollars EU à la fin décembre 2011. Ces montants seront comptabilisés en tant que dépenses en 2012 dès réception des rapports financiers des partenaires.

*4 Les frais indirects facturés par ONU Femmes pour la gestion des ressources affectées sont basés sur le taux de recouvrement de 7%, et ont été considérés au cours de l'année comme une augmentation des recettes au titre des dépenses d'appui et des dépenses de programmes. À la fin de l'année, ces montants comprennent le poste élimination.

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs

(en milliers de dollars EU)

Pour l'exercice achevé le 31 décembre 2011

CONTRIBUTEURS	Contributions non affectées (de base)	Contributions affectées (autres)	TOTAL 2011
Gouvernements			
AFGHANISTAN *1	-	-	-
ALGÉRIE	5	-	5
ALLEMAGNE	1 568	1 623	3 191
ANDORRE	56	-	56
ANGOLA *1	-	-	-
ANTIGUA-ET-BARBUDA *1	-	-	-
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME DE *6	200	764	964
ARGENTINE	12	-	12
ARMÉNIE	2,5	-	2,5
AUSTRALIE	9 495	6 225	15 720
AUTRICHE	339	1 190	1 529
BAHAMAS *2	2	-	2
BARBADE	1	-	1
BELGIQUE	1 993	2 805	4 798
BELIZE	-	-	-
BÉNIN *4	1	-	1
BOTSWANA	1	-	1
BOUTAN	0,5	-	0,5
CAMEROUN	22,5	-	22,5
CANADA	10 289	6 554	16 843
CAP-VERT*3	0,5	-	0,5
CHILI	30	-	30
CHINE	60	-	60
CHYPRE	7	-	7
COLOMBIE *4	10	-	10
COMMISSION EUROPÉENNE	-	5 328	5 328
CÔTE D'IVOIRE	5	-	5
DANEMARK	3 778	2 344	6 122
DOMINIQUE *1	-	-	-
ÉMIRATS ARABES UNIS	50	-	50
ÉQUATEUR	5	-	5
ERITRÉE *4	0,2	-	0,2
ESPAGNE	26 667	4 927	31 594
ESTONIE	34	-	34
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	5 980	70	6 050
FINLANDE	4 167	682	4 849
FRANCE	285	1 746	2 031
GABON *5	365	-	365
GÉORGIE	3	-	3
GHANA	50	-	50
GRÈCE	35	-	35
GRENADE	3	-	3
GUATEMALA *4	0,1	-	0,1
GUINÉE-BISSAU	0,1	-	0,1
GUYANE	6	-	6
HAÏTI	0,5	-	0,5
HONDURAS	10	-	10
INDE *4	2 021	-	2 021
IRLANDE	1 690	397	2 087
ISLANDE *8	509	395	904
ISRAËL	250	10	260
ITALIE	1 001	1 297	2 298
JAPON	447	4 500	4 947
KAZAKHSTAN	100	20	120
KOWEIT	20	-	20
LIBÉRIA	0,5	-	0,5
LIECHTENSTEIN	79	11	90
LUXEMBOURG	1 415	-	1 415
MADAGASCAR	0,2	-	0,2
MALAISIE	10	-	10
MALI	10,8	-	10,8
MALTE *9	-	-	-
MAROC	5	-	5
MAURICE *5	10	-	10
MEXIQUE	150	816	966
MOLDAVIE	1	-	1
NAMIBIE *4	3	-	3
NIGER *5	0,5	-	0,5
NORVÈGE	14 682	16 744	31 426
NOUVELLE-ZÉLANDE	1 908	-	1 908
OMAN *6	10	-	10
PAKISTAN *7	20	-	20
PANAMA	15	-	15
PAYS-BAS	8 139	6 481	14 620
QATAR *6	60	-	60
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	11	-	11
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	3 487	1 400	4 887

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs

(en milliers de dollars EU)

Pour l'exercice achevé le 31 décembre 2011

CONTRIBUTEURS	Contributions non affectées (de base)	Contributions affectées (autres)	TOTAL 2011
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE LAO *1	-	-	-
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2,7	-	2,7
ROYAUME-UNI	15 724	3 946	19 670
RWANDA	10	-	10
SAINT-MARIN *4	7	-	7
SERBIE	2	-	2
SINGAPOUR	50	-	50
SLOVÉNIE	-	14	14
SUÈDE	7 521	11 495	19 016
SUISSE *4	4 443	3 374	7 817
SURINAME *1	-	-	-
TANZANIE *4	5	-	5
THAÏLANDE	3	-	3
TIMOR-LESTE *5	45	-	45
TOGO	1,4	-	1,4
TUNISIE	12,5	-	12,5
TURQUIE	250	-	250
UKRAINE	0,5	-	0,5
Montant total des gouvernements	129 671	85 158	214 829
Organismes de l'ONU			
FENU	-	745	745
FNUAP	-	467	467
FNUD	-	568	568
FNUI - FONDATION TURNER	92	49	141
FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'IRAK	-	365	365
HCDH	-	40	40
OIM	-	715	715
OIT	-	20	20
OMS	-	138	138
ONU	-	40	40
ONUSIDA	-	167	167
ORGANISATION PANAMÉRICAINE DE LA SANTÉ	-	10	10
PAM	-	40	40
PNUD	-	11 997	11 997
UNICEF	-	131	131
UNOCHA	-	20	20
UNOPS	-	94	94
VNU	-	145	145
Montant total des organismes de l'ONU	92	15 751	15 843
Comités nationaux d'ONU Femmes			
COMITÉ NATIONAL DE L'Australie	-	160	160
COMITÉ NATIONAL DE L'Autriche *3	3	7	10
COMITÉ NATIONAL DU Canada	14	-	14
COMITÉ NATIONAL DES ÉTATS-UNIS	63	-	63
COMITÉ NATIONAL DE LA Finlande	27	162	189
COMITÉ NATIONAL DE L'Islande *3	60	60	120
COMITÉ NATIONAL DU Japon	-	109	109
COMITÉ NATIONAL DU Royaume-Uni *9	-	-	-
COMITÉ NATIONAL DE Singapour	-	104	104
COMITÉ NATIONAL DE La Suisse	-	44	44
Montant total des Comités nationaux d'ONU FEMMES	167	646	812
Autres donateurs			
3 SUISSSES	-	13	13
AVON	-	154	154
PROGRAMME ARABE DU GOLFE POUR LES ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES	-	88	88
SECRÉTARIAT DU COMMONWEALTH	-	56	56
FONDATION GABON	50	-	50
IN STYLE MAG	1	-	1
FONDATION M-A-C AIDS	-	150	150
YVES SAINT LAURENT	25	-	25
GROUPE D'ENTREPRISES JOHNSON & JOHNSON	-	149	149
FONDATION MACARTHUR	-	75	75
FONDATION ROCKEFELLER	300	200	500
FONDATION ZONTA INTERNATIONAL	-	408	408
AUTRES DONATEURS	-	13	13
Montant total des autres donateurs	376	1 306	1 682
TOTAL	130 306	102 861	233 167
Moins les montants versés en 2012 au titre de 2011	5 691	300	5 991
Montant net des contributions reçues	124 615	102 561	227 176

Notes :

*1 contribution reçue pendant les années précédentes

*2 reçue en 2011 au titre de 2010

*3 reçue en 2012 au titre de 2011 et l'/les année(s) suivante(s)

*4 reçue en 2012 au titre de 2011 - Inde 1 million (de base) et Suisse 4,4 millions (de base)

*5 reçue au titre de 2011 et l'/les année(s) suivante(s)

*6 reçue au titre de 2011 et année précédente

*7 reçue en 2011 et 2012 ; contribution reçue en 2011 au titre de 2010 et contribution reçue en 2012 au titre de 2011

*8 reçue en 2011 et en 2012 au titre de 2011

*9 reçue en 2012 au titre de 2011, mais pas incluse dans le bilan ci-dessus : Comité national du Royaume-Uni - \$18 981,48 et Gouvernement de Malte \$804,29

20 contributeurs principaux

(en milliers de dollars EU)

*Pour l'exercice achevé le 31 décembre 2011

Gouvernements	Contributions non affectées (de base)	Contributions affectées (autres)	TOTAL 2011
ESPAGNE	26 667	4 927	31 594
NORVÈGE	14 682	16 744	31 426
ROYAUME-UNI	15 724	3 946	19 670
SUÈDE	7 521	11 495	19 016
CANADA	10 289	6 554	16 843
AUSTRALIE	9 495	6 225	15 720
PAYS-BAS	8 139	6 481	14 620
SUISSE *2	4 443	3 374	7 817
DANEMARK	3 778	2 344	6 122
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	5 980	70	6 050
COMMISSION EUROPÉENNE	-	5 328	5 328
JAPON	447	4 500	4 947
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	3 487	1 400	4 887
FINLANDE	4 167	682	4 849
BELGIQUE	1 993	2 805	4 798
ALLEMAGNE	1 568	1 623	3 191
ITALIE	1 001	1 297	2 298
IRLANDE	1 690	397	2 087
FRANCE	285	1 746	2 031
INDE *1	2 021	-	2 021
Sous-total des 20 gouvernements principaux	123 376	81 938	205 314
Sous-total d'autres gouvernements	6 295	3 221	9 516
Total des gouvernements	129 671	85 158	214 829

Notes : es montants totaux peuvent ne pas correspondre car certaines valeurs ont été arrondies

*1 Paiement de l'Inde reçu en 2012 au titre de 2011 : 1 million de dollars EU

*2 Paiement de 4 442,617 de dollars EU pour les ressources ordinaires reçu en 2012

Contributions aux fonds d'affectation spéciale

(en milliers de dollars EU)

Pour l'exercice achevé le 31 décembre 2011

CONTRIBUTEURS	Fonds pour l'égalité des sexes	Fonds d'affectation spéciale pour mettre fin à la violence contre les femmes	MONTANT TOTAL 2011
Gouvernements			
AUSTRALIE	-	1 032	1 032
AUTRICHE	-	148	148
ALLEMAGNE	-	357	357
ISLANDE	-	99	99
ISRAËL	-	10	10
IRLANDE	-	367	367
KAZAKHSTAN	-	20	20
LIECHTENSTEIN	-	11	11
PAYS-BAS	1 185	2 829	4 014
SUISSE	-	3 257	3 257
Sous-total des gouvernements	1 185	8 130	9 315
Comités nationaux d'ONU Femmes			
COMITÉ NATIONAL DE LA FINLANDE	-	27	27
COMITÉ NATIONAL DE L'ISLANDE *1	-	60	60
COMITÉ NATIONAL DU JAPON	-	25	25
Sous-total des Comités nationaux d'ONU Femmes	-	112	112
Autres donateurs			
GROUPE D'ENTREPRISES JOHNSON & JOHNSON *1	-	149	149
FONDATION M•A•C AIDS	-	150	150
FNUPI FONDATION TURNER	-	48	48
FONDATION ZONTA INTERNATIONAL	-	158	158
AUTRES DONATEURS	-	7	7
Sous-total des autres donateurs	-	512	512
TOTAL	1 185	8 754	9 939
Moins les montants versés en 2012 au titre de 2011	-	209	209
Montant net des contributions reçues	1 185	8 545	9 730

Notes : es montants totaux peuvent ne pas correspondre car certaines valeurs ont été arrondies

*1 Paiement reçu en 2012 au titre de 2011

220 East 42nd Street
New York, New York 10017, États-Unis
Tel : +1-646-781-4400
Fax : +1-646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes